



Banques centrales mondiales.

Les décideurs politiques adoptent une stratégie d'attente.

Point de vue de SEI

Une révision à la baisse étonnamment marquée de la croissance de l'emploi aux États-Unis renforce la possibilité que le Federal Open Market Committee (FOMC) réduise le taux des fonds fédéraux lors de sa réunion de septembre. La récente démission d'un gouverneur de la Réserve fédérale offre également au président Donald Trump l'occasion de nommer un remplaçant plus favorable à une baisse du taux directeur. Lors de la réunion du FOMC fin juillet, deux membres ont plaidé en faveur d'une baisse de 0,25 %, tandis que d'autres membres ont adopté un ton plus accommodant. La Banque centrale européenne et la Banque du Canada ont réduit leurs taux de manière agressive depuis plus d'un an en raison de la faiblesse économique et du ralentissement de l'inflation. La Banque d'Angleterre et la Fed ont assoupli leur politique monétaire plus lentement, parce que leurs taux d'inflation restent bien supérieurs à leur objectif. Les États-Unis ont conclu des accords commerciaux avec plusieurs partenaires importants. Le tarif moyen effectif actuellement appliqué aux produits importés s'élève à 18 %, soit le même taux qu'après l'adoption de la Loi Smoot-Hawley de 1930, contre 2,5 % en 2024. Étant donné que les autres pays ont pour la plupart évité de prendre des mesures de représailles, l'impact sur le système commercial mondial ne devrait pas être aussi négatif qu'il pourrait l'être. Néanmoins, les droits de douane devraient peser sur la croissance économique mondiale et entraîner une période d'inflation plus élevée aux États-Unis. SEI s'attend à ce que la Fed ignore l'impact que les droits de douane pourraient avoir sur les prix et réduise le taux des fonds fédéraux en septembre.

Réserve fédérale américaine (Fed)



- Lors de sa réunion des 29 et 30 juillet, à l'issue d'un vote partagé 7-2, le FOMC a décidé de maintenir le taux des fonds fédéraux dans une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,50 %. Deux membres du Comité se sont prononcés en faveur d'une baisse de 25 points de base (0,25 %).
- Dans un communiqué annonçant sa décision, le FOMC a noté que « la croissance de l'activité économique a modéré au premier semestre » et que l'inflation « reste quelque peu élevée. » Le FOMC a réaffirmé qu'il continuerait à évaluer « un large éventail d'informations, notamment les données sur les conditions du marché du travail, les pressions inflationnistes et les anticipations inflationnistes... ».
- Lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion du Comité le 30 juillet, le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré que la décision de la banque centrale concernant une baisse des taux dépendrait de « l'ensemble des données » publiées avant la prochaine réunion du FOMC à la mi-septembre. « Nous n'avons pris aucune décision concernant septembre », a déclaré M. Powell. Le président de la Fed a également évoqué les difficultés auxquelles la banque centrale est confrontée pour remplir son double mandat de plein emploi et de stabilité des prix, soulignant que la Fed « s'efforce de faire ce qu'il faut dans une situation difficile, car elle est tirillée dans deux directions et doit choisir laquelle suivre ».

Banque centrale européenne (BCE)



- À l'issue de sa réunion des 23 et 24 juillet, la BCE a maintenu son taux directeur inchangé à 2,00 %, son plus bas niveau depuis novembre 2022, invoquant le ralentissement de l'inflation et de la croissance des salaires dans la région.
- Dans un communiqué annonçant sa décision, le Conseil des gouverneurs de la BCE a indiqué que l'inflation dans la zone euro avait atteint l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale en juin, mais a averti que l'impact à long terme des droits de douane américains sur les importations européennes restait incertain.
- La BCE a indiqué que, « les informations disponibles sont conformes à la précédente évaluation, par le Conseil des gouverneurs, des perspectives d'inflation. Les tensions d'origine interne sur les prix se sont encore relâchées, avec un ralentissement de la hausse des salaires. En partie sous l'effet des réductions antérieures des taux directeurs décidées par le Conseil des gouverneurs, l'économie a, jusqu'à présent, globalement bien résisté dans un contexte mondial difficile. L'environnement reste extrêmement incertain, en particulier en raison des tensions commerciales. »

Banque d'Angleterre



- Lors de sa réunion du 6 août, dans le cadre d'un vote serré 5 voix contre 4, la Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur de 0,25 % à 4,00 %, son plus bas niveau depuis mars 2023. Quatre membres du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre se sont prononcés en faveur du maintien du taux directeur de 4,25 %. Le Comité a dû procéder à un second vote après qu'un membre se soit prononcé pour une baisse de 0,50 %, ce qui a abouti à une impasse (4-4-1).
- Dans son annonce à propos de la décision sur les taux, le Comité a déclaré : « Au cours des deux dernières années et demie, à la suite des chocs extérieurs précédents, une désinflation substantielle s'est produite, soutenue par la politique monétaire restrictive. Ces progrès ont permis de réduire le taux directeur au cours de l'année écoulée. Les membres de la Banque d'Angleterre ont déclaré qu'une politique monétaire agressive n'était pas nécessaire. Une approche progressive et prudente de la poursuite du retrait des mesures de restriction monétaire reste appropriée », a indiqué la banque centrale. « Le calendrier et le rythme des futures réductions de la restriction monétaire dépendront de l'atténuation des pressions déflationnistes sous-jacentes. »
- Pendant la conférence de presse du 7 août, Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, a déclaré : « Nous avons réduit les taux d'intérêt aujourd'hui, mais il s'agit d'une décision mûrement réfléchie. Il reste important de ne pas réduire le taux directeur trop rapidement ou trop fortement. » Il a également ajouté « qu'il y a de bonnes raisons de penser que cette hausse de l'inflation globale ne persistera pas ».

Banque du Japon



- Lors de sa réunion des 30 et 31 juillet, la Banque du Japon a décidé à l'unanimité de maintenir son taux directeur à 0,50 %. La banque centrale n'a pas modifié sa politique monétaire depuis la hausse de 0,25 % décidée fin janvier dernier.
- Dans un communiqué annonçant sa décision, la Banque du Japon a indiqué que, malgré la faiblesse de l'inflation sous-jacente due au ralentissement de la croissance économique, elle estime que les pressions sur les prix augmenteront progressivement à mesure que la pénurie de main-d'œuvre s'intensifiera et que les anticipations inflationnistes se renforceront. La Banque du Japon a déclaré « qu'il existe toujours énormément d'incertitudes quant à la façon dont les politiques commerciales et autres de chaque juridiction évolueront et comment l'activité économique et les prix à l'étranger y réagiront. Il est donc nécessaire de prêter toute l'attention requise à l'impact de ces évolutions sur les marchés financiers et des changes, ainsi que sur l'activité économique et les prix au Japon. »
- Lors d'une conférence de presse qui a suivi la réunion de la banque centrale le 31 juillet, M. Ueda, le gouverneur de la Banque du Japon, a déclaré : « Si l'économie et les prix évoluent conformément à nos prévisions, nous prévoyons de continuer à relever les taux d'intérêt et d'ajuster le degré de soutien monétaire en fonction de l'amélioration de l'économie et l'évolution des prix. » Il a également souligné que la Banque du Japon n'avait pas besoin d'attendre que l'inflation sous-jacente atteigne 2 % avant d'agir, car les décisions de politique monétaire seraient fondées sur la probabilité d'atteindre ce niveau.

Banque du Canada



- Lors de sa réunion du 30 juillet, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,75 %. Il s'agit de la première réunion sans changement de taux, alors que la banque centrale avait procédé à des baisses cumulatives de 2,25 % lors de ses six réunions précédentes.
- Dans un communiqué annonçant sa décision de politique monétaire, la Banque du Canada a invoqué l'incertitude persistante entourant la politique commerciale américaine. Selon la banque centrale, « Bien que certains éléments de la politique de commerce extérieur des États-Unis aient commencé à se concrétiser au cours des dernières semaines, les négociations sont en constante évolution, les menaces de nouveaux droits de douane sectoriels persistent et les mesures commerciales américaines restent imprévisibles. »
- La Banque du Canada a également prévu que les droits de douane américains ralentiraient la croissance économique mondiale à environ 2,5 % d'ici la fin de 2025, avant de rebondir à 3,0 % en 2026 et 2027.

Tableau récapitulatif

Banque centrale	Taux actuel	Taux précédent	Changement	Prochaine réunion
Réserve fédérale	4,25 %-4,50 %	4,25 %-4,50 %	Inchangé	16-17 septembre 2025
Banque centrale européenne	2,00 %	2,00 %	Inchangé	10 septembre 2025
Banque d'Angleterre	4,00 %	4,25 %	-0,25 %	18 septembre 2025
Banque du Japon	0,50 %	0,50 %	Inchangé	18-19 septembre 2025
Banque du Canada	2,75 %	2,75 %	Inchangé	17 septembre 2025

Sources : Réserve fédérale, Banque centrale européenne, Banque d'Angleterre, Banque du Japon, Banque du Canada, au 7 août 2025.

Renseignements importants

Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Toutes les informations à la date indiquée. L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. Le lecteur ne devrait pas se fier aux informations fournies comme s'il s'agissait de résultats de recherche ou de conseils en placement (à moins que vous n'ayez conclu séparément un accord écrit avec SEI pour l'offre de conseils en placement) ni les interpréter comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre. Le lecteur devrait consulter son propre spécialiste en placement pour obtenir de plus amples renseignements.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Certaines informations relatives à l'économie et aux marchés contenues aux présentes ont été obtenues à partir de sources publiées préparées par d'autres parties, qui, dans certains cas, n'ont pas été mises à jour à la date du présent document. Bien que ces sources soient jugées fiables, ni SEI ni ses sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations et ces informations n'ont pas été vérifiées de manière indépendante par SEI.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La valeur d'un investissement et les revenus qui en découlent peuvent aussi bien diminuer qu'augmenter. Les investisseurs peuvent récupérer moins que le montant initial investi. Les rendements peuvent augmenter ou diminuer en raison des fluctuations des devises. Les rendements passés ne constituent pas un indicateur fiable des résultats futurs. Le placement peut ne pas convenir à tous.

Ce document n'est pas destiné aux personnes pour lesquelles (en raison de leur nationalité, de leur résidence ou pour toute autre raison) la publication ou la disponibilité de ce document est interdite. Les personnes auxquelles s'appliquent ces interdictions ne doivent pas se fier à ces informations à quelque titre que ce soit.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout autre titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas être interprétées comme une recommandation d'achat ou de vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans le présent document sans solliciter un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement.

Les informations aux États-Unis sont fournies par SEI Investments Management Corporation (SIMC), une filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company (SEI).

Les informations au Canada sont fournies par Société de placements SEI Canada, le gestionnaire des Fonds SEI au Canada

Les informations au Royaume-Uni et dans l'Espace économique européen sont fournies par SEI Investments (Europe) Limited, 1 st Floor, Alphabeta, 14-18 Finsbury Square, London EC2A 1BR, qui est autorisé et réglementé par la Financial Conduct Authority.

Le contenu de ce document n'a pas été examiné par un organisme de réglementation à Hong Kong. Il vous est conseillé de faire preuve de prudence en ce qui concerne l'offre. En cas de doute sur le contenu de ce document, nous vous conseillons d'obtenir l'avis d'un spécialiste indépendant.

Ce document n'a pas été enregistré en tant que prospectus auprès de l'Autorité monétaire de Singapour.

Ces informations sont mises à disposition en Amérique latine et au Moyen-Orient UNIQUEMENT POUR UN USAGE PROFESSIONNEL (non commercial) par SIEL.

Toute question relative à son contenu doit être adressée exclusivement à votre distributeur. Si vous ne savez pas qui est votre distributeur, vous ne pouvez vous fier à aucune partie de ce document, à quelque titre que ce soit.

Émis en Afrique du Sud par SEI Investments (South Africa) (Pty) Limited FSP No. 13186, un fournisseur de services financiers autorisé et réglementé par la Financial Sector Conduct Authority (FSCA). Siège social : 3 Melrose Boulevard, 1 st Floor, Melrose Arch 2196, Johannesburg, Afrique du Sud.